



Mireille Clapot

JANV. 2021
N° 5

LA LETTRE DE VOTRE DÉPUTÉE

Ouverture : puisse cette année 2021 se dérouler sous le signe de l'ouverture.

Je continuerai à ouvrir oreilles et yeux, lettres et messages, ainsi que fenêtres virtuelles et porte de ma permanence pour répondre à vos sollicitations. Vos questions témoignent d'interrogations et difficultés très diverses : couples séparés géographiquement, délais pour obtenir les aides, interrogations sur les règles sanitaires, visites en Ehpad ou en centre de soins, etc. Mon équipe et moi-même poursuivons ce travail auquel je me suis engagée, en cohérence avec les importantes aides du gouvernement : fonds de solidarité, exonérations, prêts garantis par l'Etat, activité partielle.

Mais l'ouverture, c'est aussi au sens propre comme au sens figuré, un passage, un accès.

Je formule donc le vœu que puissent rouvrir ces lieux habituellement ouverts, tristement fermés pendant le confinement : locaux associatifs, commerces, restaurants et bars, bibliothèques, cinémas, musées, théâtres...

Ouvrons surtout de nombreux livres, pour nous distraire ou nous instruire, et ouvrons notre esprit sur l'autre, le voisin : loin d'être une menace, il apporte la richesse de la rencontre.

Recevez mes meilleurs vœux d'ouverture pour 2021.

Mireille Clapot,
Députée de la Drôme
1^{ère} circonscription

*Meilleurs vœux
d'ouverture
pour 2021!
Votre députée
Mireille Clapot*

édito >>

Le député, un relais local pour une mission nationale

Compte tenu de sa mission **de vote de la loi** et de contrôle du gouvernement, le député est détenteur d'un **mandat national**. Toutefois, étant élu sur une base territoriale, il est également **le lien entre sa terre d'élection et l'Assemblée nationale** en portant les problématiques d'intérêt général issues de sa circonscription.

AGENDA

La situation sanitaire actuelle a rendu difficile l'organisation de réunions citoyennes. Aussi, afin de garder le contact avec vous, j'ai décidé d'organiser des visioconférences tous les 15 jours, les lundis soirs.

Si vous souhaitez y participer, merci de vous inscrire en envoyant un email à circo2601@assemblee-nationale.fr ou sur mon site internet : www.mireilleclapot.fr.

Surveillez également la reprise des réunions citoyennes et les dates des prochaines visioconférences.

Par ailleurs je reste toujours disponible par mail ou par téléphone.

Sécurité

Le 6 novembre dernier, j'ai été accueillie par le Directeur Départemental de la Sécurité Publique et ses équipes, afin de passer une nuit d'immersion avec la police nationale, au sein du commissariat de Valence. Dans la voiture siglée "Police Nationale", en tant qu'observatrice, j'ai sillonné les rues de Valence aux côtés des agents de police ; de l'amende pour non-respect du confinement, à l'interpellation d'un jeune homme violent, en passant par la verbalisation pour détention de stupéfiants, cette formidable expérience m'a permis de comprendre de l'intérieur le métier des forces de sécurité. Une police formée,

équipée et respectée, c'est le pilier de l'État de droit.

A cet égard, lorsque le 24 novembre dernier nous avons voté pour la proposition de loi sur la "sécurité globale", j'ai



Immersion avec la police nationale de Valence.

décidé de m'abstenir. Ce texte donnera les moyens aux différents acteurs de sécurité de mieux travailler ensemble ainsi que d'accéder à des images (caméras, drones) de façon encadrée. Néanmoins, l'article 24, bien que visant à mieux protéger les forces de l'ordre en cas de diffusion d'images les concernant, suscitait des doutes, que je partage, sur son utilité et la restriction des libertés qu'il risquait d'entraîner. Les discussions et les tentatives de modifications de cet article n'ont pas abouti à un consensus et les craintes exprimées sont restées vives. Mon abstention traduit ma volonté de voir ce texte revu et rediscuté.

Retour sur 3 ans et demi d'actions au service des Français

Pour nos enfants

- Scolarité obligatoire dès 3 ans à la rentrée 2019 ;
- Obligation de formation jusqu'à 18 ans ;
- Réforme du baccalauréat général et technologique pour permettre une diversité de parcours ;
- Généralisation de l'éducation au développement durable dans les programmes scolaires ;
- Aide aux devoirs proposée à tous les collégiens ;
- Dédoublage des classes de CP puis de CE1 dans les zones prioritaires
- Construction de 60 000 nouveaux logements étudiants ;
- Rattachement des étudiants au régime général de la Sécurité Sociale (économie moyenne par étudiant : 217 euros par an) ;
- Investissement de 15 Mds d'euros dans la formation professionnelle ;
- Création de 11 200 postes d'accompagnants d'élèves en situation de handicap dans les écoles (1115 accompagnants d'élèves en situation de handicap dans la Drôme).

Pour le pouvoir d'achat, le cadre de vie

- Baisse des cotisations sociales pour les salariés, soit minimum 260 euros nets par an en plus ;
- Revalorisation du minimum vieillesse de 100 euros par mois ;
- Redynamisation des centres-villes (opération Cœur de Ville à Valence)
- Augmentation de 115 euros du SMIC brut depuis janvier 2019 ;
- Doublement du nombre de jeunes

bénéficiaires de la Garantie Jeunes ;

- L'AAH (Allocation Adulte Handicapé) à taux plein pour une personne seule et sans ressources a augmenté de 80 euros par mois depuis 2017 ;
- Taxe d'habitation définitivement supprimée en 2020 pour 80 % des foyers fiscaux ;
- Baisse de 5 milliards d'euros de l'impôt sur le revenu pour les classes moyennes.

Pour l'emploi

- Les travailleurs indépendants sont maintenant au régime général de la Sécurité Sociale ;
- Plan d'investissement dans les compétences doté de 15 milliards d'euros.
- Bonus-malus : une incitation à réduire les contrats courts ;
- Mise en place de l'emploi franc, une aide à l'embauche pour tous les quartiers prioritaires de la Politique de la ville (QPV) ;
- Obligation de l'emploi des travailleurs handicapés (OETH) ;
- Aide à la création et à la reprise d'entreprises : des droits revus et étendus aux conjoints-collaborateurs ;
- Plan 1 jeune 1 solution : aides à l'embauche, formations, accompagnements, aides financières aux jeunes en difficulté, etc.

Pour notre sécurité

- Création d'une loi pénalisant les rodéos sauvages motorisés ;
- Renforcement du dispositif contre les violences conjugales et création de 1 000 places d'hébergement supplémentaires pour les victimes .

Pour notre santé, l'environnement

- Doublement des surfaces agricoles en bio : 1,1 Md d'euros mobilisés d'ici 2022 ;
- Investissement de 7 Mds d'euros dans les énergies renouvelables pour limiter l'usage du pétrole ;
- Création de l'Office français de la biodiversité au 1^{er} Janvier 2020 ;
- 146 des 149 propositions formulées par la Convention citoyenne pour le climat seront débattues au Parlement
- 83 euros nets par mois supplémentaires pour tous les professionnels non-médicaux au sein des établissements de santé et EHPAD, publics et privés non lucratifs ;
- 5 000 recrutements pour soutenir l'emploi hospitalier, pourvoir les emplois vacants et mieux assurer les besoins en recrutement et les remplacements ;
- Revalorisation des émoluments des étudiants médicaux et paramédicaux
- Reste à charge zéro pour l'optique, les soins dentaires et les prothèses auditives (définitif en janvier 2021).

Pour plus de justice

- Renforcement des moyens contre la fraude fiscale.
- Revalorisation historique du budget de la justice (+8%), pour une justice plus rapide et de qualité
- Création de l'index de l'égalité femmes-hommes afin de supprimer les inégalités salariales dans les entreprises.
- Abrogation de l'article L5 du code électoral qui soumettait le droit de vote des personnes sous tutelle à une décision du juge.

Mes actions en faveur :

Du Secours populaire

Cette année, le 18 août je me suis rendue à la fédération drômoise du Secours populaire Français (SPF) à Bourg-lès-Valence. L'association a pu compter sur la mobilisation de ses bénévoles les moins fragiles, mais aussi sur celle d'étudiants et de personnes au chômage à temps partiel pour assurer le maintien de son activité, malgré le confinement. Le Secours populaire a aussi pu bénéficier des aides exceptionnelles de l'État pour se fournir en produits frais. Si certaines familles

craignaient de sortir pour bénéficier de l'aide apportée par SPF, nombreuses sont les personnes qui ont recouru en urgence à l'association. Les appels d'urgence étaient pour la plupart émis par des étudiants, des personnes sans travail ou au chômage partiel.

L'association redoute la baisse de la somme versée dans le cadre du Fonds Européen d'Aide aux plus Démunis (FEAD). En effet, 50% des produits secs que distribue le Secours populaire sont d'origine européenne.

Le plan pauvreté doit mettre l'accent sur des logiques préventives. Voici quelques mesures de ce plan qui sont en place aujourd'hui :

- favoriser la sortie de la pauvreté en développant les solutions d'insertion et d'activité pour les personnes sans emploi ;
- renforcer l'accès et le maintien dans le logement, ainsi que l'accès à l'hébergement d'urgence ;
- Soutenir les revenus des plus précaires et modestes.

De la santé

Sages-femmes

Le 24 août, j'ai rencontré à ma permanence de Valence une délégation de sages-femmes de la Drôme : hospitalières, libérales, fonctionnaires territoriales, qui m'ont fait part de leur sentiment de non-reconnaissance, alors qu'elles exercent un métier de la plus haute importance pour la santé des femmes et des enfants qu'elles aident à mettre au monde.

J'ai donc constaté lors de cette rencontre, que ce métier de niveau Bac+5 souffre d'une insuffisante prise en compte alors qu'elles jouent un rôle de premier plan dans cette mission de santé publique et que les sages-femmes et autres personnels soignants sont en première ligne lors de l'épidémie de Covid-19. Elles ont également participé à préserver la santé maternelle et néo-natale dans un environnement moins médicalisé que d'habitude

compte tenu de la situation sanitaire. La rencontre avec ces 6 maïeuticiennes à ma permanence m'a marquée. Je connais l'importance de leur rôle en complément des médecins, pour le suivi des grossesses avec une dimension globale.

Enfin, d'un point de vue politique, cette profession (où elles sont 24000) peine à être reconnue : salaires, reconnaissance comme praticien de 1^{er} recours, effectifs plus nombreux... Je suis convaincue qu'elles doivent jouer un rôle plus important. J'ai donc par la suite rédigé un courrier à Olivier Veran en mettant en avant leurs revendications.

Octobre rose

Je suis allée au centre hospitalier de Valence soutenir "Octobre rose" : sages-femmes, médecins, personnels administratifs se mobilisent pour la prévention du cancer du sein.

En France, le cancer du sein est le cancer le plus fréquent chez la femme et celui qui entraîne la plus grande mortalité. Alors optons pour la prévention ! Ce sont des gestes simples (autopalpation) et des examens réguliers (mammographie). Mesdames, faisons-le et encourageons les femmes à le faire !



Les personnels hospitaliers de Valence mobilisés contre le cancer.

Du soutien à l'éducation et à la citoyenneté

Chaque année, l'ensemble des élèves de 3ème vivent leur première expérience professionnelle, une étape souvent décisive dans la suite de leur parcours. Malheureusement certains jeunes subissent également à ce moment-là leurs premières inégalités face à l'accès au monde du travail. Cette année, la crise a accentué ce phénomène et de nombreux élèves n'ont pas réussi à trouver d'employeurs prêts à les accueillir pour leur faire découvrir leur univers. Pour pallier le manque de réseau qui reste souvent restreint au cadre familial, je me suis donc engagée à

faciliter la mise en relation, avec un potentiel tuteur de stage, de chaque élève qui me sollicitait pour lui permettre d'acquiescer cette première expérience.



Avec les élèves de la classe de 3^e "défense citoyenneté" du collège Paul Valéry.

En parallèle, je continue mon action d'éducation à la citoyenneté sous forme d'échanges avec les élèves, où je réponds à leurs questions sur mon rôle de parlementaire, le fonctionnement des institutions, ou bien encore sur l'actualité, comme au collège Paul Valéry. J'ai également le plaisir d'assister les élèves de CM2 de l'école de Beaumont-Montoux qui participeront à la 25^e édition du Parlement des enfants et qui ont été sélectionnés pour rédiger une proposition de loi sur la thématique "alimentation durable et équilibrée".

Mes engagements en faveur :

De la qualité de l'eau

Chaque année, un européen boit en moyenne 117 litres d'eau en bouteille. Contrairement à l'idée reçue, l'eau du robinet est pourtant strictement contrôlée sur le territoire français. Choisir de boire l'eau du robinet est moins onéreux et plus éco-responsable. Pour sensibiliser le public à la nécessité de boire l'eau du robinet plutôt que de l'eau en bouteilles plastique, j'ai donc organisé les 27, 28 et 29 août un "tour de la circo à vél'eau", accompagnée de cyclistes citoyens, permettant de visiter,



Tour de la circo à vél'eau accompagnée de cyclistes citoyens, arrivée au siège des Eaux de la Veau.



Avec Véronique Riotton, présidente de la commission du Développement durable et de l'Aménagement du territoire de l'Assemblée nationale.

à vélo, de nombreux sites en lien avec la consommation d'eau potable. Nous avons ainsi pu aborder avec les différents acteurs la question du contrôle, de l'analyse et de la distribution de l'eau de consommation.

De la lutte contre le gaspillage alimentaire

En France, le gaspillage alimentaire représente plus de 10 millions de tonnes de déchets, soit 16 milliards d'euros. C'est donc un enjeu majeur. Le 16 octobre, journée consacrée à la lutte contre le gaspillage alimentaire, l'équipe dirigeante du centre Leclerc de Bourg-lès-Valence m'a présenté le système "Zéro-Gâchis". Trois jours avant



En visite du poulailler de Poule Eco à Valence.

la date limite de consommation, les produits sont mis dans un rayon dédié et sont vendus à -30%. Le jour de la date limite, ils sont donnés à des associations locales.

Ensuite, invitée par le collège Paul Valéry de Valence, j'ai pu assister aux différents ateliers du jour mis en place par les éco-délégués (élèves délégués à l'écologie) qui sensibilisent leurs camarades au gaspillage alimentaire.

Enfin, Bastian et Monica m'ont présenté leur association Poule Eco qui a installé des poulaillers au pied d'immeubles à Valence. Les habitants apportent leurs déchets végétaux et recueillent des œufs. Cette belle initiative permet également de ramener du lien social parmi les habitants.

De l'Arménie

Très préoccupée par le conflit au Haut-Karabagh suite à l'agression azérie du 27 septembre dernier, je me suis rendue en Arménie, du 24 au 28 octobre, avec une délégation. Nous y avons rencontré les autorités arméniennes et artsakhotes ainsi que des blessés et déplacés.

J'ai salué le cessez-le-feu intervenu le 9 novembre sous l'égide de la Russie, mais il reste à sécuriser le retour des déplacés, à traiter le statut du Haut-Karabagh, à sanctionner les acteurs de violations du droit international humanitaire, à protéger le patrimoine culturel et religieux. J'ai appelé l'Azerbaïdjan à respecter ses obligations, via son ambassadeur auditionné en commission des Affaires étrangères le 2 décembre, en particulier à assurer la sécurité des populations arméniennes. J'attends des négociations à reprendre sous l'égide du Groupe de Minsk (que la France copréside avec les Etats-Unis et la Russie), qu'elles intègrent la question du statut du Haut-Karabagh avec cet objectif.

J'ai voté, le 3 décembre, pour la Proposition de Résolution sur la protection du peuple arménien et les communautés chrétiennes d'Europe et d'Orient, déposée à l'Assemblée nationale par mon collègue Guy Teyssier, malgré quelques réserves, notamment sur la dimension religieuse du conflit. Par ailleurs, je veille à ce que la question de la reconnaissance de l'Artsakh soit intégrée dans les négociations globales entre les parties et je m'associe à toute initiative visant à protéger les populations et à sécuriser le destin des Arméniens. Enfin je demande que les femmes soient associées au processus de négociations et de maintien de la paix.



Rencontre avec Arman Tatoyan, défenseur des droits en Arménie.

Échangeons...

Permanence sur RDV

• Par mail :

mireille.clapot@assemblee-nationale.fr

• ou au 09 72 63 80 47

52 avenue Sadi-Carnot, 26000 Valence

• Site internet :

www.mireilleclapot.fr



@CLAPOTMireille



@CLAPOTMireille



@mireilleclapot

Directrice de la publication et de la rédaction : Mireille Clapot. Dépôt légal en cours.
Imprimerie Despesse, Valence.

Crédit photos : Mireille Clapot et son équipe parlementaire, X.